

RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE



COMMUNE
DE
SAINT-CHARTES

DECLARATION PREALABLE

DOSSIER : N°DP 30241 23 N0045

Déposé le : 29/09/2023

Demandeur(s) : Madame BERARD Evelyne

Pour : Pose de 16 panneaux photovoltaïques d'une surface de 30 m² en surimposition de toiture

Adresse du terrain : 2 chemin du clapas
30190 SAINT-CHARTES

ARRÊTÉ N° 51/2023/ADS

de non-opposition à une Déclaration Préalable de Travaux au nom de la commune de SAINT-CHARTES

Le Maire de SAINT-CHARTES ;

VU la demande de déclaration préalable présentée le 29/09/2023 par **Madame BERARD Evelyne**, demeurant 2 chemin du Clapas, Saint-Chartes (30190) ;

VU l'objet de la demande :

- **pour la pose de 16 panneaux photovoltaïques d'une surface de 30 m² en surimposition de toiture.**
- **sur un terrain situé 2 chemin du Clapas, cadastré section AN N° 246.**

VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants ;

VU le Plan Local d'Urbanisme approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 25/04/2013, modifié le 26/10/2016, modifié par modifications simplifiées le 26/09/2019 et le 08/12/2022 ;

VU le règlement de la **zone UC** du Plan Local d'Urbanisme ;

VU le Plan de Prévention des Risques d'Inondation du Gardon Amont approuvé par arrêté préfectoral en date du 3 juillet 2008 ;

VU le Décret n° 2010-1255 du 22 octobre 2010, portant délimitation des zones de sismicité du territoire français, classant le terrain en zone de sismicité faible ;

VU le Porter à Connaissance relatif à l'aléa Feu de Forêt ;

VU l'avis d'ENEDIS en date du 03/10/2023 ;

VU le récépissé de la demande affiché en mairie en date du 29/09/2023,

Considérant que le projet consiste, sur un terrain situé 2 chemin du Clapas, en la pose de 16 panneaux photovoltaïques d'une surface de 30 m² en surimposition de toiture ;

Considérant que le projet est conforme à l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires applicables ;

ARRÊTE

Article 1 : Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable.

SAINT-CHARTES, le 17 octobre 2023

Par délégation du Maire.

**Le conseiller délégué à l'urbanisme
PORTAL Jocelyn**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

030-213002413-20231017-AR51-2023ADS-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/10/2023

Affichage : 20/10/2023

DP 030 241 23 N0045



Observation(s) :

Caractère exécutoire de l'autorisation :

Article L424-7 du Code de l'Urbanisme :

Lorsque l'autorité compétente est le maire au nom de la commune ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale, le permis est exécutoire, lorsqu'il s'agit d'un arrêté, à compter de sa notification au demandeur et de sa transmission au préfet dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Article L424-8 du Code de l'Urbanisme :

Le permis tacite et la décision de non-opposition à une déclaration préalable sont exécutoires à compter de la date à laquelle ils sont acquis.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite). Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par site internet <https://www.telerecours.fr/>

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.